

La minorité silencieuse

Etude sur les retraités

Philippe Guibert
Alain Mergier

La minorité silencieuse

Etude sur
les retraités

Philippe Guibert
Alain Mergier

AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

SOMMAIRE

Introduction	5
La désapprobation : une distance critique à l'égard de la société	13
Le clivage entre les retraités et les actifs	13
Mise à l'écart	16
Distance critique	29
L'argent roi et la dérive de la consommation	31
L'enfant roi et la dérive de la transmission	36
Les déploiements politiques de la désapprobation	37
Les enfants de la V^{ème} République	41
De Gaulle, figure originelle de l'autorité	44
Les trois Mai 68 et la méfiance à l'égard des « troubles »	47
Les sixties ou l'éloge... de la rareté	50
Le mitterrandisme, l'expérience décisive et clivante	53
Le 21 avril 2002 : la crainte du Lepénisme (et de l'instabilité)	64
De 2007 à 2012, la perte d'autorité de Nicolas Sarkozy ..	68
La crise, la dette, l'Europe	72

Philippe Guibert est sociologue et consultant.

Alain Mergier est sociologue et directeur associé de l'Institut Wei.

INTRODUCTION

Au moment où il n'est question que des milieux populaires et de vote lepéniste, nous qui avons travaillé sur ces électors, publions aujourd'hui une étude¹ sur les retraités. Paradoxe, décalage ? Certainement pas. Le vote « retraités » est décisif, aussi décisif que celui des milieux populaires et à double titre.

Les retraités qui constituent, eux aussi, près du tiers de l'électorat, ont voté moins que les actifs pour M. Le Pen, (13 %) moins aussi pour J.-L. Mélenchon (9,5 %). Pourquoi ? Parce que le « vote retraités » est un vote de stabilité politique (et économique), qui favorise les candidats du PS et de l'UMP, en particulier ce dernier, stabilité qu'ils veulent opposer aux « dérives » de notre société.

1. Cette étude, qui comprenait 24 entretiens individuels, a été réalisée par Philippe Guibert, Jérôme Grolleau et Alain Mergier pour la Fondation Jean-Jaurès

Nous en montrons les ressorts dans cette étude.

D'autre part, les retraités ont voté, on s'en souvient, à 70 % pour N. Sarkozy au 2^{ème} tour de 2007, jouant un rôle essentiel dans sa victoire. Une telle ampleur dans leur vote peut-elle se reproduire, le 6 mai prochain ? Nous ne le pensons pas, du fait de leur conception de l'autorité présidentielle et du jugement qu'ils portent sur N. Sarkozy.

Enfin, cette étude nous permet de comprendre le réel « tropisme à droite » du vote « retraités », mais en dépassant les explications liant, de façon beaucoup trop simpliste, un effet d'âge, le vieillissement, au « conservatisme » politique.

Les retraités ne sont pas conservateurs, ils désapprouvent les règles qui régissent à leurs yeux l'évolution de la société des actifs. Mis à l'écart de cette société, ils se reconstruisent dans une distance critique à son égard. Comme une minorité. Leur désapprobation de « l'argent roi » et de « l'enfant roi » est commune à leurs identités politiques pourtant diverses et structurées par le clivage droite/gauche. Cette désapprobation s'exprime fortement

dans les urnes, alors que leur parole est peu entendue et surtout de moins en moins attendue dans la société des actifs. Une parole reléguée en quelque sorte. C'est pourquoi nous avons donné le titre de *La minorité silencieuse* à cet essai, clin d'œil à la « majorité silencieuse » tant espérée par N. Sarkozy.

Mais tout d'abord, peut-on parler de façon pertinente d'une catégorie statutaire, les retraités, aux côtés d'autres catégories, réputées tout aussi pertinentes, mais qui, elles, sont de nature socioprofessionnelle : milieux populaires, classes moyennes ? Question d'autant plus judicieuse que se retrouvent chez les retraités des personnes issues des deux catégories.

Comment se fait-il que, passé un âge, celui légal de la retraite, le comportement électoral d'un individu paraisse lié à une catégorisation statutaire et non plus à une appartenance socioprofessionnelle ? Comment se fait-il que les identités de gauche semblent s'estomper au profit de celle de droite chez les retraités ? En va-t-il d'un effet

d'âge : plus on vieillit et plus on vote à droite ? Sous quelles conditions ce vote des retraités peut-il évoluer ?

L'étude que nous avons menée nous a permis de formuler des éléments de réponse à ces questions.

Premièrement, ce n'est pas à l'âge qu'il faut attribuer la spécificité des attitudes des retraités. C'est au statut de retraité, ou plus précisément c'est à la perte liée à ce statut. Perte d'une place d'acteur économique à part entière. Perte de ce fait, d'un point de vue sur la société, à partir duquel s'élaboraient opinions et attitudes. Attendu par les uns, redouté par les autres, le départ à la retraite est vécu comme une mise à l'écart. Pour reprendre la main, de façon active sur leur nouvelle vie, les retraités transforment cette mise à l'écart en distance critique. Ils se définissent un nouveau point de vue sur la société en prenant le recul de l'histoire. De l'histoire qu'ils ont vécue et qui est celle de la V^{ème} République, de la modernisation de la France, et de ses transformations radicales. Cette expérience historique dans laquelle leurs identités politique se

sont construites, est marquée par des personnages, des événements, des séquences : de Gaulle, la figure originelle de l'autorité, Mai 68 et la méfiance à l'égard des « troubles », les sixties et la société de consommation. Le mitterrandisme, grande césure politique, à partir de laquelle s'est élaborée leur réflexion politique et ceci d'autant plus que se superposent dans leur biographie, la séquence de la gauche au pouvoir et leur propre expérience professionnelle. Puis le 21 avril 2002 et la crainte du Lepenisme, et, de 2007 à 2012, la séquence ambivalente du Sarkozysme. Enfin, la crise, la dette, et au terme de cette liste de césures, la crise de l'Europe, confirment les retraités dans leur jugement sévère sur l'époque.

A partir de ce point de vue Historique, commun à tous les retraités, qu'ils se disent de gauche ou de droite, se construit le discours qui leur est propre, le discours de la *désapprobation*. La société fait l'objet d'une critique sévère qui s'organise autour de deux pôles : l'argent roi et l'enfant roi. Désapprobation d'une société où l'argent règne sans lien au travail ni au mérite, ouvrant la voie à

une consommation débridée. Désapprobation d'une société dans laquelle on cède tout à l'enfant, on rejette l'autorité et on met en échec la transmission. Cette *désapprobation* commune de la société actuelle manifeste une inclination droitnière.

A partir de ce socle commun de désapprobation se déploient des discours qui, eux, sont clivés en fonction d'identités politiques forgées dans la séquence, ambivalente, du mitterrandisme. Ce n'est pas l'âge qui est déterminant, mais l'expérience générationnelle de la politique. Les retraités de gauche attribuent ces dérives de la société au libéralisme de la droite dont N. Sarkozy est la figure emblématique. Pour les retraités de droite c'est l'irresponsabilité sociale de la gauche qui y est associée, son laisser-aller sécuritaire, migratoire, budgétaire.

Une réprobation prononcée d'un point de vue historique et générationnel, voilà ce qui construit l'unité catégorielle des retraités. Cette catégorie s'est révélée très stable politiquement. Pourtant certains retraités ont vu durant cinq ans celui qu'ils ont élu incarner par sa personnalité, par ses actes et ses paroles, la conception de l'argent-roi qu'ils

réprouvent. Pour certains, la contradiction est devenue trop forte entre leur identité politique et leurs valeurs morales.

IÈRE PARTIE**LA DÉSAPPROBATION :
UNE DISTANCE CRITIQUE À L'ÉGARD
DE LA SOCIÉTÉ*****Le clivage entre les retraités et les actifs***

L'étude que nous avons menée rend compte d'un trait, en apparence, paradoxal. L'identité politique reste très prégnante. Un retraité se revendique-t-il de droite, il vote à droite et il n'hésite pas. Il se dit de gauche ? Il vote à gauche. L'offre politique peut susciter chez lui des sentiments mêlés. Son inclination peut le porter vers un candidat qui ne l'enthousiasme pas et l'on verra même combien la défiance qui en résulte peut être sérieuse, fondée, raisonnée. La contradiction dans laquelle il peut se trouver se réduit, *in fine*, par la soumission à son identité politique, structurée par le clivage gauche/droite. Les indécis se recrutent peu chez les retraités.

D'un côté donc une inclination politique qui, pourrait-on

l'imaginer, détermine un fort contraste dans la façon dont cette population appréhende la réalité de la société. Or les choses ne se passent pas tout à fait ainsi. Le clivage existe bien entendu, mais il opère sur un champ de perceptions communes très important. Car les discours des retraités font apparaître des régularités dans les modalités d'évaluation de la société. Ils suivent une série de représentations communes quelle que soit leur détermination politique. Ces règles communes dessinent un clivage qui opère entre les actifs et les retraités. Nous dirons qu'elles constituent le point de vue des retraités.

Nous nous trouvons de ce fait devant un double clivage actifs/retraités et au sein des retraités, un clivage gauche/droite. Est-ce que l'opposition actifs/retraités vient jouer dans un champ de représentations préalablement clivé par l'opposition gauche/droite ? Nous allons voir que c'est l'inverse. L'opposition gauche/droite chez les retraités s'organise à partir de ce qui spécifie leur vision par rapport à celle des actifs.

Les retraités raisonnent à travers deux séries de règles de formation de leurs opinions : la première est déterminée par le fait qu'ils sont retraités, la seconde est liée à leur identité politique. Les retraités mettent en œuvre une série de règles communes non marquées par le clivage politique, qui forme ce que nous nommerons une grammaire de la désapprobation à partir de laquelle ils déploient leur discours selon une autre série de règles qui, elles, sont orientées politiquement.

Nous observons cependant que la force de ce qui relève de leur position de retraité tend à amoindrir ce qui relève d'une sensibilité de gauche au profit de celle de droite. Autrement dit, la position de retraité porte en elle un tropisme de droite. C'est l'ensemble de ces mécanismes, centraux dans la formation des opinions, que nous allons décrire.

Mise à l'écart

La première série, partagée, de règles de discours est liée à l'expérience sociale de cette population. Il s'agit de ce qui résulte en termes de position de parole, du fait d'être retraité.

Ce que les retraités ont en commun, c'est d'être sortis du monde du travail, d'être extraits de la sphère de la production. Les situations peuvent être de nature très diverses : il y a ceux qui partent soulagés, sans regret. Il y a ceux qui quittent leur entreprise en estimant qu'ils auraient pu encore lui apporter beaucoup. Il y a ceux enfin qui partent après une longue période, parfois de plusieurs années, durant laquelle ils durent comprendre qu'ils étaient en trop, qu'ils étaient dépassés, que leur expérience était obsolète... bref qu'ils ne valaient plus rien. Au niveau de ce qui nous intéresse ici et constitue le trait particulier de leur position de parole, ces différences importent moins qu'il n'y paraît.

Que la séparation d'avec le monde du travail soit heureuse ou malheureuse, ce qui compte c'est qu'il y a séparation, mise à l'écart, que l'on s'en sente victime ou qu'il s'agisse d'un retrait attendu, souhaité par lassitude ou fatigue. C'est cette mise à l'écart qui conditionne leur point de vue. Dans les récits de ce retrait, le mode passif surplombe toujours le second, car le départ à la retraite est l'objet d'une loi à laquelle chacun est soumis. La loi impose une mise à l'écart constitutive du point de vue retraité.

De quoi est-on mis, par la loi, à l'écart ? L'analyse des discours fait apparaître trois aspects de ce que l'on perd par la retraite.

Un rapport intime au foisonnement du présent

Le monde du travail octroie une place dans le fonctionnement du monde, dans la production du présent : que l'on soit enseignant dans un lycée, ingénieur dans l'industrie automobile, ou téléconseiller, on est immergé par sa place d'acteur économique dans le flux de la vie de la société. La temporalité de notre expérience sociale est déterminée par la temporalité de la production de la société. Notre horizon temporel est contraint par le présent de la vie de la société. Le monde du travail nous immerge dans le cours des choses, dans les rythmes de ses flux de communication, d'informations, de production, d'innovations. Il nous engloutit dans une temporalité modelée par la succession des événements, dans un présent perpétuellement renouvelé, relancé, réinitialisé. Un ingénieur évoquait cette pression du présent au travers d'une métaphore informatique « le présent c'est du rebootage permanent ». Il faut aujourd'hui des efforts considérables pour s'arracher à cette contrainte temporelle que l'évolution du monde a transformé en

urgence permanente. Cette force bruisante et accaparante du présent dans laquelle nous immerge le travail, c'est le cours effréné du présent.

La vie professionnelle n'exclut pas une relation passionnelle à ces flux du présent. « *C'est un peu comme une drogue, il y un coté positif, stimulant. On est comme poussé par le rythme du travail... on peut râler, on peut se plaindre mais ça nous soutient aussi. Bon faut pas décrocher en même temps, mais si on tient le coup ça rend la vie intense* ».

Retenons une conséquence de cette temporalité prenante : le point de vue de ceux qui y sont immergés tend à limiter la réflexion à une échelle de temps court, centré sur le présent. « Je n'avais pas vraiment le temps de repenser à tout le chemin parcouru, tout ce que j'avais vécu, c'était présent à mon esprit, je n'ai rien oublié, je m'en rends compte maintenant... c'était comme emmagasiné mais comment dire, il était difficile de faire le pont avec ce que je vivais au jour le jour dans ma boîte. »

Une position de langage

Ce rapport intime avec « le cours effréné du présent » octroie une place, un rôle, une fonction, et ceci quel que soit le degré de modestie ou de prestige des compétences que l'on y met en œuvre. Cette place est le plus souvent décrite comme une place d'acteur et c'est évidemment exact, mais insuffisant sauf à élargir la définition d'acteur, et donc de l'action. Avoir une place dans le monde du travail, c'est bien entendu accomplir des actes de production, de gestion, de management, mais c'est aussi produire des opinions. Une opinion n'est pas une façon de se représenter les choses, vraie ou fausse, mais c'est une opération qui crée un rapport au monde, à la société, à la politique... Le monde du travail (comme d'ailleurs d'autres mondes comme celui de la vie familiale) octroie une place d'acteur dans la sphère de la production économique mais aussi, dans le même mouvement, dans la sphère de la production d'opinion. Le monde du travail offre un rapport suffisamment intime avec « le cours effréné du monde » pour avoir un point de vue « avisé »

permettant non d'« *avoir une opinion* » mais de se « FAIRE une opinion », de « FORGER une opinion ». Nous distinguons donc ici, le point de vue et l'opinion que l'on se fait. Le point de vue nous l'entendons comme une métaphore physique : si je regarde la rue depuis une fenêtre du 15^{ème} étage, je n'ai pas le même point de vue que si je regarde cette même rue depuis le milieu de la chaussée. L'opinion résulte d'une production langagière opérant à partir de ce point de vue. Ce n'est pas le fait de regarder la rue du 15^{ème} étage qui fait mon opinion, ce sont des opérations, c'est la mise en œuvre de règles langagières qui forge mon opinion à partir des informations issues de mon point de vue.

Un capital d'expérience

Enfin, mais ce troisième point est intimement lié aux deux autres, le monde du travail est le lieu d'une confrontation quotidienne au « cours effréné du présent », et donc un lieu de construction permanente d'expériences,

de savoir, de savoir faire, de savoir être, de compétences. C'est le monde de construction du capital d'expérience qui s'accumule durant toute une vie professionnelle. En même temps ce monde est devenu contradictoire : c'est le lieu de capitalisation d'expériences mais en même temps c'est le lieu du dépérissement de la valeur de ce qui y est acquis. Cela fait penser au paradoxe de la mode relevé par Roland Barthes : la mode c'est ce qui démode. Ce paradoxe s'intensifie aujourd'hui et sans doute sera-t-il dominant dans les prochaines années : il est lié à l'accélération des évolutions technologiques qui rendent caduques ou du moins qui mettent en péril la pertinences des compétences accumulées dans le temps long de l'expérience professionnelle. Nous vivons manifestement un moment charnière, qui pose la question de la transmission intergénérationnelle. Les savoirs acquis ont-ils une date de péremption déterminée par la vitesse de l'évolution technologique ? Cette question hante les retraités et a marqué les dernières années de leur vie professionnelles. Pour faire image, employons la métaphore monétaire : tout se passe comme si les retraités avaient accumulé un

capital dans une monnaie qui n'a plus cours au moment du « bilan », au moment où ils font leur compte.

Reprenons ces trois aspects de ce à l'écart de quoi, la retraite met. Evacuation de sa place d'acteur dans le présent effervescent de la société, suspension d'une position de parole, tarissement des sources d'expériences : la mise à l'écart de la retraite est une crise de la personne.

L'enjeu qui se dessine est simple à énoncer : comment réparer ce qui dans la mise à l'écart s'est défait ? Comment renouer avec le présent ? Comment retrouver une position de parole, ou pour être plus précis une position d'acteur langagier ? Comment réinvestir son capital d'expériences dans « une monnaie qui a cours » ?

Nous observons deux grands axes de résolution de cette crise : le repli et la reconstruction d'une place active. Le premier consiste à changer radicalement de mode de vie, en se retirant, en se mettant en retrait du monde, dans un présent parallèle. « *Moi le jour où je*

suis sorti pour la dernière fois de ma boîte, je me suis dit que je n'y remettrais jamais les pieds. J'ai laissé tout ça derrière moi, sans regret car j'allais enfin pouvoir faire ce que je n'avais jamais vraiment pu faire avant. J'ai tourné la page. C'est comme si je partais en vacances dans un pays étranger. C'est d'ailleurs ce que j'ai commencé par faire ! ». Cet éloignement décidé, revendiqué est associé à l'idée d'un désaccord qui trouve enfin une solution. La lassitude, la fatigue, la déception liées à une fin de carrière faite de divergences croissantes entre « le cours effréné du présent » et leur conception du monde, des façons de faire professionnelles, de la finalité du métier.

A l'opposé, il y a ceux qui s'investissent ou font le projet de le faire dans la vie associative ou dans des activités de conseil. Leur stratégie consiste à réinvestir leur compétence dans une activité qui leur donnera à la fois une place d'acteur à part entière dans la société et une capacité de « faire profiter de leur expérience ». Il y a cependant une différence entre la façon dont ils

comptent mettre en œuvre ces compétences et la façon dont ils les ont mises en œuvre dans le cadre de leur travail antérieur. L'ingénieur qui fait le projet de développer une activité de conseil ou le médecin qui projette de s'investir dans la vie associative ont en tête de retrouver une activité dans laquelle ils pourront (enfin) réduire l'écart entre leur vision de leur métier, leur idéal professionnel, et les contraintes organisationnelles, économiques, managériales auxquelles ils furent confrontés durant leur carrière.

Faire le projet de reprendre une activité après la retraite c'est conjoindre trois objectifs, (outre la question financière qui ne se révèle pas centrale ici) : retrouver une place d'acteur ayant prise sur la réalité, redonner une valeur opérationnelle à leur capital de compétence, et enfin accorder leur activité à leur vision du monde : « *C'est en fin de compte un grand soulagement, même si c'est un peu pathétique de se dire qu'il faut être retraité pour pouvoir travailler comme on l'entend !* ».

Etonnamment, les deux axes si opposés, du repli et de réinvestissement dans une activité, ont un trait en commun : par des voix différentes ils extirpent le retraité de l'accaparement contraignant du présent. Ils ouvrent, chacun à sa façon, une possibilité de changer de point de vue et donc de position langagière. Ce changement consiste à passer d'un point de vue interne au « cours effréné du présent », point de vue dont ils sont expulsés, à un point de vue d'ordre supérieur, d'un ordre Historique (avec un grand H). Adopter le point de vue de l'Histoire longue, pour rendre compte des histoires courtes du cours du présent. L'adoption d'un point de vue Historique permet de transformer la mise à l'écart en prise de distance. La mise à l'écart était passive, la prise de distance est active, volontaire : cette adoption d'un point de vue surplombant, Historique est un acte de reprise en main, de passage de la voix passive à la voix active.

Cette « élévation » du point de vue a une autre vertu. En se positionnant du point de vue de l'Histoire, du long terme, les retraités peuvent redonner à leur expérience

une valeur opératoire qui lui est plus ou moins explicitement déniée par la mise à l'écart.

Enfin troisième avantage, c'est que l'adoption d'un point de vue surplombant le présent, en recyclant leur expérience, permet de construire une position de parole dont ils peuvent revendiquer l'utilité. En parlant depuis un point de vue Historique, ils font apparaître ce que les actifs ne voient pas, englués dans le cours des choses. Leur parole peut alors constituer un apport cognitif utile, redonnant un rôle, une fonction, une place. C'est du moins ce qu'ils espèrent. Ce point de vue, on l'aura reconnu, n'est autre que celui de la sagesse. Qualité des qualités pour cette population.

Les retraités retrouvent ainsi une utilité à travers non pas tant, ou non pas seulement, de leur activité mais aussi à travers des actes de langage que sont les constructions de leurs opinions et les effets bien réels de leurs votes.

Il convient de souligner que ce changement de point de vue, s'il est salutaire quant à la résolution de la crise de la mise en retrait, a des implications logiques. Le point de

vue Historique qu'ils adoptent, s'il met en position d'accomplir des actions langagières utiles aux autres, doit dans la pratique produire des différences. Le point de vue historique ne peut dès lors accomplir sa fonction curative vis-à-vis de la crise de la retraite qu'en s'exprimant en tant que distance critique mais en entendant le terme de « critique » dans le sens, restreint, de « désapprobation ». Le point de vue Historique, s'il doit conduire à la reconstruction d'une place de parole distinctive, tend, dans la pratique, à se réaliser au travers d'un discours de désaccord avec la société. C'est le désaccord qui octroie, le plus facilement, une position d'affirmation énonciative. Les retraités se reconstruisent (*i.e.* reconstituent leur place de parole) par l'expression d'une désapprobation du présent, désapprobation qu'ils justifient et légitiment en la référant à une vision Historique de la société.

Distance critique

Le désaccord qui sous-tend la distance critique des retraités se justifie par la vision de long terme de l'évolution de la société. Les évolutions de plusieurs décennies acquièrent un statut de pseudo objectivité dépendant, en apparence, moins de la subjectivité de l'observateur. Ainsi le discours des retraités tend à opposer la myopie subjective du regard immergé dans le présent à « l'objectivité » des « jugements de l'Histoire » au nom de laquelle ils s'expriment. Leur vision du monde se construit sur la base de cette « objectivité Historique » qui ne peut être bien entendu qu'une illusion mais une illusion nécessaire à la construction de la « sagesse » qu'ils revendiquent comme posture de parole. On conçoit à partir de là comment, que l'on soit de sensibilité de gauche ou de droite, on partage ce regard historique. La prise de distance avec le monde du quotidien est renforcée par une plus grande sécurité économique des retraités, moins soumis à l'incertitude économique. Il faut cependant excepter de ce consensus

les retraités se revendiquant non pas d'une sensibilité de gauche ou de droite mais de la radicalité des extrêmes gauche ou droite.

C'est depuis ce point de vue revendiqué comme objectif, et donc délié des identités politiques, que s'articulent les règles communes du désaccord des retraités vis-à-vis de la société : leur « grammaire de la désapprobation ». La société va à vau-l'eau, et ce diagnostic est porté et ne peut être porté que par ceux qui ont adopté la bonne distance avec le monde au travers d'un point de vue Historique. On le comprend mieux ainsi, la parole des retraités trouve une vocation, une justification sociale, non pas malgré l'écart dans lequel ils ont été mis, mais grâce à cette distance en laquelle il ont transformé cet écart et qu'ils revendiquent.

Nous allons décrire sommairement les différentes déclinaisons de ces deux thèmes, puis nous verrons comment le clivage gauche/droite réapparaît dans un univers de désaccord commun.

Deux pôles thématiques organisent le discours de désap-

probation. Pour les désigner, deux expressions que nous rencontrons couramment dans le discours des retraités : l'argent roi et l'enfant roi. Ces expressions fonctionnent de deux façons complémentaires. Elles désignent des symboles de la dérive générale de la société dans son rapport à l'argent et dans son rapport à l'enfant. Mais en même temps, elles indiquent des « plis » dans leur représentation de la société. Des plis qui s'ouvrent en déployant tout un réseau de connexions sous-jacent avec d'autres aspects de la société. En apparence deux thèmes. En fait, un tissu qui traverse l'ensemble de la société et qui relie entre eux l'enfant et l'argent.

L'argent roi et la dérive de la consommation.

Ce qu'introduit le terme « roi » dans ces expressions, c'est l'idée que l'argent et l'enfant exercent un pouvoir sur le reste de la société. Avec l'argent roi s'exprime une désapprobation du règne de l'argent, avec l'enfant roi, une désapprobation du règne de l'enfant.

Mais il y a un autre aspect que le terme « roi » introduit

et qui explicite le mécanisme de cette double « prise de pouvoir ». Le règne de l'argent est lié dans le discours des retraités à la déliaison entre l'argent et le travail et au travers du travail de toute une chaîne de notions.

Si l'argent n'est plus le signe d'autre chose que lui-même, s'il n'est plus le signe de la valeur liée au travail, à l'effort, au mérite c'est qu'il n'est plus le signe que de lui-même. Il devient autoréférentiel. « *Il n'y a que l'argent qui compte aujourd'hui* », « *Ce qui compte ce n'est pas de gagner de l'argent aujourd'hui, mais d'en avoir...* » : énoncés ô combien banals mais qui, dans leur banalité, expriment l'autoréférentialité. Il n'y a d'autre compte que l'argent. La façon dont la valeur de l'argent se construit procède d'une auto-référence. L'autoréférentialité de l'argent, la déliaison de l'argent et du travail, évacue tout sens et tout sens moral de l'argent. La critique de l'argent roi conduit à une condamnation morale de notre société. Pour ceux qui sont en position de bilan, au terme de plusieurs décennies de travail, les excès des rémunérations de certains patrons ou de sportifs ne peuvent que susciter, sur le plan moral, un sentiment d'indécence.

Délié du travail, l'argent entraîne dans sa chute morale la notion même de consommation. Pour les retraités, et c'est une spécificité de cette population, l'histoire de la consommation a partie liée, avec l'histoire de l'accès aux biens et aux services dans une perspective de progrès social. Cette histoire s'est développée sur la base d'un lien fort entre l'argent, le travail et la consommation. Au cœur du système économique : le travail mettait en équivalence l'effort, le mérite et l'argent. La consommation, l'accès aux biens et aux services, elle, établissait une équivalence entre l'argent, les biens de consommation, et le progrès comme finalité sociale. Pour les retraités, l'argent est au centre de ces deux enchainements qu'il réunit : effort/mérite-travail-argent-consommation-progrès social. La déliaison de cette chaîne, l'autoréférentialité de l'argent produit un effet de contagion de perte de sens, la déliaison à l'œuvre c'est la généralisation du « n'importe quoi » : « *c'est l'argent pour l'argent* », « *les gens se mettent à consommer pour consommer* », « *c'est un gâchis considérable* », « *C'est n'importe quoi parfois, consommer n'importe quoi c'est que les gens sont partisans du moindre effort, je vois*

comment ma belle fille s'occupe de chez elle... au lieu de faire un petit effort pour préparer à manger, elle achète tout tout fait .. Ce n'est pas bon, c'est cher, mais évidemment ça ne demande pas beaucoup d'effort. Un coup de micro-ondes et voilà ».

Cette situation nous intéresse non pour la condamnation du surgelé mais en tant qu'elle fait apparaître les arguments quasi moraux de la critique centrée sur la disqualification de l'effort. A partir du moment où l'argent s'est délié du travail, la consommation est prise dans une dérive... La consommation n'a plus de sens puisque se sont défaits son lien au travail et son lien au progrès social. Elle n'a plus ni attache morale ni ancrage social. La désapprobation de l'argent roi mène à une critique générale de la société de consommation. Mais attention, ce n'est jamais la consommation qui est mise en cause, c'est sa dérive. La consommation pour les retraités, en tant qu'accès aux biens et aux services dans une perspective de progrès, reste un apport positif de l'histoire de la société moderne. Notons que milieux populaires actifs et retraités s'opposent sur cette question de la consumma-

tion, les premiers inquiets de ne pouvoir y accéder pleinement, les seconds désapprouvant son développement.

Seul l'argent, la quantité d'argent disponible peut imposer une limite à une consommation qui ne renvoie qu'à elle-même. C'est ainsi que fonctionne le pouvoir de l'argent, l'argent roi. De ce fait, la liaison s'établit entre argent roi et un autre versant de leur désapprobation : la question de l'envie. Privée de sens, la consommation n'est plus animée que par les poussées de l'envie. Société d'envieux. On veut ce que l'on n'a pas et que les autres ont, on le veut sans attendre, sans délais, sans effort. La société des envieux est assimilée à une société d'insatiables qui, mécaniquement, ne peut engendrer que de l'insatisfaction. « *A force de vouloir des choses dont on a pas vraiment utilité, on n'en finit pas, il y a toujours autre chose dont on a envie* ».

L'enfant roi et la dérive de la transmission

Dans la notion de l'enfant roi nous retrouvons le mécanisme de déliaison : l'enfant est délié de la chaîne intergénérationnelle. La critique de la société se centre ici sur une désapprobation de l'éducation et plus généralement de la disqualification de la transmission. Le procès est celui des parents : c'est l'enfant qui règne sur les parents. On lui cède tout, et nous retrouvons la société de l'envie. Au delà des conséquences dans la sphère familiale, c'est la question beaucoup plus vaste de l'autorité et donc la transmission qui est posée. Délié de l'autorité, l'enfant ne peut que dériver dans l'incivilité, dans la violence. *« Ce que je trouve vraiment inquiétant c'est de voir comme des enfants de plus en plus jeunes deviennent violents. J'ai vu ça dernièrement dans le journal, des mômes de douze ans je crois qui ont attaqué et tué un homme à coups de marteau ! Mais c'est inimaginable ! »* La dérive ne va pas nécessairement jusque-là, mais elle est systématiquement assimilée à la dissolution de la civilité, à la déperdition des savoirs. Il s'agit là d'un échec majeur

de la relation intergénérationnelle, *« on ne fait plus autorité »*, *« Les parents ne savent plus dire non, ils n'osent plus alors évidemment les jeunes perdent leurs repères et franchement je ne sais pas où ça va tout ça, c'est très inquiétant »*. L'effondrement de la valeur de ce qui est transmis renvoie au sentiment on ne peut plus négatif de ne plus « rien valoir » : leur expérience, accumulée pendant toute une vie professionnelle, a été démonétisée, ils ne sont pas reconnus comme détenteurs d'un capital d'expérience/intellectuel qu'ils peuvent transmettre à d'autres. La désapprobation de l'enfant roi, c'est la critique d'une société oublieuse, amnésique, en perte d'identité, dont ils sont eux, retraités, les victimes.

Les déploiements politiques de la désapprobation

Nous l'avons dit, l'argent roi et l'enfant roi sont aussi des plis que le discours des retraités déploie, et c'est dans ce déploiement que s'exprimeront les identités politiques des retraités, elles-mêmes profondément ancrées dans

leurs statuts de citoyen – car voter est pour eux une obligation, elle est une expression de leur « sagesse », l'abstention appartenant aux dérives de la société contre lesquelles ils reconstruisent leur point de vue.

La domination du pouvoir financier, extrêmement sensible depuis le début de la crise en 2008, renforce les retraités de sensibilité de gauche dans leur tendance à voir dans le libéralisme économique représenté par N. Sarkozy, la cause idéologique de l'argent roi et de sa destruction des valeurs. Ce règne de l'argent est associé à la question de l'enfant roi, qui devient la pathétique figure emblématique de la société de l'hyperconsommation. L'enfant roi qu'anime la succession d'envies à assouvir, est l'enfant esclave de la consommation, soumis à l'idéologie du libéralisme face à quoi la transmission intergénérationnelle de valeurs humanistes ne fait plus le poids.

Pour les électeurs de droite, y compris le « noyau dur » de l'électorat de droite, le rapport à l'argent de N. Sarkozy est plus qu'un point faible, il est un problème d'ordre moral.

Mais ce défaut au cœur de la droite se concentre sur une personne, N. Sarkozy. Il n'affecte pas une idéologie de droite dont ils se sentent partie prenante, revendiquant le lien fort entre ce que l'argent roi dissocie : le travail, l'effort, le mérite et l'argent. Idéologie qu'ils opposent au travers d'un jugement sans appel au rapport que la gauche entretient avec l'argent. Pour les retraités de droite, la déliaison de l'argent et de l'enchaînement travail/effort/mérite, est le soubassement d'un rejet de la société dépensière incarnée par la gauche : l'assistanat, l'immigration, l'embauche de fonctionnaires, les politiques sociales sont les symptômes de la dépense publique débridée et de l'action de la gauche depuis 1981. Par son caractère dépensier la gauche manifeste son irresponsabilité. « *Dépenser de l'argent que l'on n'a pas, c'est ça la gauche, et pour la gauche l'argent ça ne se gagne pas ça se dépense...* », « *L'argent pour la gauche, on l'a vu en 1981, c'est que l'on distribue sans se poser la question de le gagner, c'est magique !* ». Pour eux, ce rapport à l'argent délié de l'effort, du mérite s'articule à une critique de l'assistanat, comme financement du non travail

et par assimilation à la question de l'immigration, censée engendrer des flux de personnes attirées par des prestations sociales. La déliaison de l'argent et du travail apparaît comme la matrice de tous les laisser aller, qui *in fine*, rencontre la question de l'éducation et de l'enfant roi : dans une idéologie du laisser-faire, le lien nécessaire se défait entre travail et argent, entre effort et consommation, et cette défection rend l'autorité sans objet.

Ainsi se connecte pour les retraités de droite une équivalence entre le laisser faire économique attribuée à la gauche, la disqualification de la transmission intergénérationnelle et la perte d'identité de la nation qui en résulte. Et il faut souligner que l'immigration, pour ces retraités de droite, peut incarner cette double déliaison : des prestations sociales perçues sans qu'il y ait toujours travail et le non respect (voire l'agressivité) des jeunes français issus de l'immigration à l'égard des personnes âgées, c'est à dire eux-mêmes.

2^{ÈME} PARTIE

LES ENFANTS DE LA V^{ÈME} RÉPUBLIQUE

Les retraités ont une appréhension particulière de l'élection présidentielle qui tient à la *dimension historique de leur réflexion politique, à sa profondeur historique*, pourrait-on dire. Dimension dont on a vu qu'elle était constitutive de leur point de vue de retraité, de leur distance critique, de leur « sagesse ». Appréhension qui les différencie des actifs, pour qui la dernière élection, celle de 2007, est la référence principale, avec le 21 avril 2002. Les retraités articulent leur double critique de la société à la lumière de leur expérience historique. Mais la question électorale s'inscrit du coup aussi dans une dimension prospective et pas seulement rétrospective : leur vote prend sens moins à partir de leur seule expérience actuelle, de leur seule situation personnelle, qu'au regard du devenir de la société et des générations futures (leurs

enfants et petits enfants). On retrouve ici l'enjeu de la transmission, dont on a vu l'importance, et celui de leur statut de citoyen.

Cette expérience historique est réactualisée et réévaluée au regard des enjeux de 2012. Comme si on allait puiser dans le passé pour alimenter les arguments d'aujourd'hui, comme si aussi le passé devait être réinterprété à la lumière d'aujourd'hui, on va le voir à propos de Mai 68 et des années Mitterrand.

« *J'ai toujours voté à gauche/à droite* », phrases que nous avons souvent entendues. Leur identité politique est une fidélité à eux-mêmes et à leur expérience historique. Mais cette identité, construite à travers le temps, est tout autant une *boussole* en situation hypercomplexe. C'est un référent fort, stable, déterminant du choix, qui agit comme un repère pour aborder l'élection, tant la complexité de la situation économique et des débats politiques désorientent une bonne partie de cet électorat (peut-être pas seulement de cet électorat-là). Tant les débats sont perçus aussi comme une guerre de tranchée

entre les deux camps, qui ne permet pas toujours de se retrouver dans cette complexité.

La distance critique avec les dérives de la société, dont on a vu les ressorts, s'appuie et se valide à la lumière d'une lecture du passé, et leur permet de poser leurs identités politiques, de gauche, de droite ou du centre, de façon argumentée.

Une lecture de quel passé ? Il s'agit de la V^{ème} République. Même les plus jeunes des retraités ont connu, adolescents, de Gaulle au pouvoir et ont un souvenir de Mai 68. Les plus anciens ont connu le retour de de Gaulle en 1958 et la guerre d'Algérie. Bref leur regard de citoyen est né au cours des années 60.

Cette expérience historique et générationnelle couvre donc près de 50 ans de vie publique. Quelques dates et/ou présidents rythment presque tous les récits et soutiennent les raisonnements. Événements là encore communs à tous, quelles que soient leurs opinions politiques : de Gaulle, mai 1968, mai 1981 et les années Mitterrand, avril 2002 enfin. Autant de moments qui

structurent leurs points de vue, les aident à interpréter les événements actuels et fondent leurs identités politiques. Cette chronologie constitue leur biographie collective et construit un point de vue politique commun aux retraités, caractérisé par une certaine conception de l'autorité politique et par le refus des troubles et de l'instabilité. A l'intérieur de cette conception commune, c'est le bilan des années Mitterrand qui va tracer la frontière du clivage gauche/droite d'aujourd'hui. Car l'enjeu de 2012 est bien d'évaluer ce que serait la gauche de retour au pouvoir, qu'on la souhaite ou qu'on la redoute.

De Gaulle, figure originelle de l'autorité

C'est moins telle ou telle politique gaullienne (hormis la guerre d'Algérie pour ceux qui ont été mobilisés à 20 ans...), ou telle ou telle de ses décisions historiques qui retiennent leur attention qu'une attitude fondamentale, celle de l'autorité d'un chef de l'Etat. Attitude qui continue de constituer une référence : de Gaulle demeure

cette ombre tutélaire, fut-elle d'un « autre temps », ce que concèdent bien volontiers nos interlocuteurs. Peu de discours critiques sur de Gaulle, y compris chez ceux qui ont « participé » à Mai 68, du côté étudiant ou des grèves ouvrières, même si pour ces électeurs, l'opposition à de Gaulle peut avoir été le point de départ de leur identité politique.

Que nous disent en substance les retraités ? Pour qu'il soit un chef et qu'il y ait un Etat, selon la formule de de Gaulle, un président doit avoir de la fermeté. De la fermeté pour tenir, faire face aux demandes trop pressantes de la société, de dépenses sociales notamment, et cette fermeté-là est omniprésente dans les discours des retraités de droite ; ou pour tenir face au pouvoir de l'argent ou de la finance et ce sont cette fois les électeurs de gauche qui l'attendent. Dans les deux cas, face à l'argent ou au social, il faut de l'autorité et de la *fermeté* pour résister à la pente naturelle de la société ou de l'économie. L'exercice du pouvoir présidentiel est un combat.

Mais cette autorité, aussi ferme soit-elle, doit s'exercer de

façon calme et réfléchi : rien de pire que l'agitation, l'improvisation, l'agressivité, les paroles ou décisions prises à l'emporte-pièce... Comme si un chef de l'Etat qui manifestait ces défauts redoublait ainsi ceux de la société pour les aggraver, alors qu'il s'agit au contraire, de les contenir, pour la redresser.

Au moment où nous avons réalisé ces entretiens, en février, il faut souligner que cette conception gaullienne du chef de l'Etat était mieux incarnée par F. Hollande que par N. Sarkozy. Les électeurs de gauche s'appuyaient sur le discours du Bourget pour trouver de l'énergie et du volontarisme à F. Hollande face au « monde de la finance », donc face au pouvoir de l'argent. A l'inverse ceux de droite étaient fort mal à l'aise avec « leur » candidat, c'est-à-dire N. Sarkozy. N'aimant pas son agressivité, ayant été souvent choqués par ses comportements à l'Élysée, lui préférant parfois explicitement A. Juppé ou F. Fillon, ces électeurs de droite avaient bien du mal à trouver des défauts personnels à F. Hollande. Pour nourrir leur hostilité à la gauche, il leur fallait désigner son « équipe », son

« entourage », par exemple M. Aubry, symbole de la gauche du fait des 35 h. Ces électeurs sont, en 2012, de droite avant d'être sarkozystes, même si le « candidat sortant » demeure le seul, à leurs yeux, à pouvoir défendre leur vision de la société et constituer une opposition possible à l'irrésistible avancée de F. Hollande.

Les trois Mai 68 et la méfiance à l'égard des « troubles »

Mai 68 est la première de ces dates qui ponctuent les récits. Un Mai 68 qui ne ressemble pas à l'image d'Épinal que nous a transmis le discours médiatique ou politique, celle d'une grande libération ou à l'inverse du début de la fin de l'Autorité.

Nous avons rencontré trois récits de Mai 68. Le premier, le plus attendu, est aussi de loin le plus rare : c'est celui de ceux qui, étudiants au moment des « événements », ont de près ou de loin « participé », de façon plus ou moins militante. C'est le plus rare, pour la bonne raison que les étudiants représentaient une part bien moins

importante de ces générations-là. Le second récit de Mai 68, qu'on oublie trop souvent, est celui des grèves ouvrières, car avec 13 millions de grévistes, Mai 68 est la plus grande grève de la V^{ème} République. C'est un souvenir de victoire pour ceux qui y ont participé : enfin les salaires augmentaient vraiment, augmentations arrachées de haute lutte, contre, déjà, le pouvoir de l'argent.

Mais ce deuxième récit est minoritaire aussi, car le plus répandu est au contraire celui d'une période de troubles et d'instabilité, où il était difficile ou impossible de travailler alors qu'il fallait bien « nourrir une famille ». Pour ceux-là qui n'étaient pas acteurs de l'événement, étudiant ou ouvrier, Mai 68 fut un moment d'inquiétude, de « désordre ». Rappelons à ceux qui s'en étonneraient aujourd'hui qu'en Juin 68, les législatives consécutives à la dissolution prononcée par de Gaulle envoyèrent à l'Assemblée nationale l'une des majorités les plus à droite de la notre histoire politique et qu'en Mai 69, à la présidentielle, la gauche non communiste, socialiste ou « gauchiste », fut réduite à sa plus simple expression électorale.

La force d'entraînement de Mai 68 sur la société française n'est évoquée que rarement : c'est celle d'une rupture avec « la grisaille de l'après-guerre » et avec le « paternalisme ». Ce que l'on juge souvent aujourd'hui être les acquis de Mai 68, notamment pour les femmes, est perçu par nos interlocuteurs comme le fruit d'une évolution longue, dont Mai 68 fut certes un moment, mais pas forcément le principal. A l'inverse les discours très hostiles à Mai 68 sont rares. Être de gauche, pour un retraité aujourd'hui, c'est juger que Mai 68 a eu des conséquences positives ; être de droite, c'est juger qu'elle fut une période de troubles et les troubles comme l'instabilité, ces moments où la société semble basculer, ne sont jugés souhaitables ni hier, ni aujourd'hui ni demain. Le regard rétrospectif sur Mai 68 est moins alimenté par une critique idéologique de son héritage que par la crainte de l'instabilité politique et économique, crainte qui fait écho à la situation d'aujourd'hui.

Les sixties ou l'éloge... de la rareté

Dans ces souvenirs des trente glorieuses dont émergent la figure gaullienne et le trouble soixante-huitard, le fond de décor est la *rareté*. Oui, la rareté. Cette période qui débute à la fin des années 50 (pour les plus anciens) et se poursuit jusqu'aux années 70, cette période glorieuse parmi les trente glorieuses, ce moment que l'on imagine exceptionnel d'opulence et de joie, d'insouciance et de libération, est raconté comme une période de rareté par ceux qui y ont vécu leur jeunesse. Rareté des logements et petitesse de ces logements pour les jeunes couples qui s'installaient. Rareté des loisirs. Rareté plus encore des biens et des services. J. Baudrillard a donné à ces années là le nom de « société de consommation » (son livre est paru en 1970)², celle de la consommation de masse standardisée – tv, électroménager, voiture. Mais c'est une société où « *on n'avait accès à pas grand chose* » que nous ont décrit nos interlocuteurs. S'ils ont eux mêmes reconnu très volontiers que

l'entrée sur le marché du travail était alors très facile, surtout comparée à aujourd'hui, c'est bien la seule facilité dont ils se souviennent. Tout le reste est laborieux, tout le reste semble avoir été obtenu à la force du poignet. Et ce travail nécessaire, ce mérite et cet effort, jouent un rôle essentiel, on l'a vu, dans le regard critique qu'ils portent sur la société des actifs d'aujourd'hui – celle de leurs enfants. Les retraités, avant d'être choqués, sont stupéfaits par la profusion des biens et services que nous consommons. Et leur stupéfaction se transforme en critique, quand ils constatent le mal-être au travail, le désir de « gagner de l'argent tout de suite ». Comme si cette profusion ne conduisait qu'à une frustration permanente.

Embellissement rétrospectif de leur « mérite » comparé à celui des actifs d'aujourd'hui ? Faisons une autre hypothèse : c'est l'explosion des libertés d'accès, liées aux nouvelles technologies, la multiplicité des produits et services ainsi que des marques, ce que Lipovetsky a nommé « société d'hyperconsommation » qui, par contraste, rend sans ces années glorieuses si différentes. Ici encore, le pré-

2. Jean Baudrillard, *La société de consommation, ses mythes, ses structures*, Paris, Éditions Denoël, 1970 (réédition in Folio, 1986)

sent permet de réinterpréter le passé. Années différentes, mais non plus difficiles, puisque dans leur raisonnement, c'est l'effort, la satisfaction différée des « envies » et non leur assouvissement immédiat, qui construit le bonheur. D'où cette réflexion récurrente, que l'on prendrait à tort pour un discours seulement réactionnaire ou nostalgique : « *on n'avait pas grand chose, mais on était heureux, nous* ». C'est aussi peut être à cette aune qu'il faut comprendre leur regard sur Mai 68, qui peut désarçonner les générations plus jeunes : Mai 68 fut une courte parenthèse ambivalente dans une période où l'on sortait péniblement de la grisaille et du dénuement de l'après-guerre.

On ne peut s'empêcher de penser, à l'évocation de ces récits, au très beau livre d'A. Ernaux *Les Années*³, qui couvre la même période et raconte comment l'accélération de la consommation, l'arrivée successive de multiples produits, a profondément modifié le rapport au temps et aux choses, et de ce fait les rapports familiaux et intergénérationnels.

3. Annie Ernaux, *Les Années*, Paris, Éditions Gallimard, 2008

Ces générations ne se perçoivent pas, en tous cas, comme ayant vécu une période miraculeuse de l'histoire économique, ni comme des privilégiés de la croissance passée. Les culpabiliser ou les mettre à contribution, au nom de cette exceptionnalité des années 60, risquerait de susciter chez eux une certaine incompréhension et colère...

Le mitterrandisme, l'expérience décisive et clivante

Les mandats de G. Pompidou et de V. Giscard d'Estaing ont laissé peu de traces ; et sont rarement mobilisés pour étayer le jugement politique d'aujourd'hui. Les deux mandats de J. Chirac non plus, alors qu'ils sont pourtant beaucoup plus récents. Le président qui clive les opinions et les raisonnements, la période dont on tire prioritairement des leçons, c'est bien celle de F. Mitterrand. Mitterrand non pas tant comme leader que comme incarnation de la gauche au pouvoir. Car il s'agit bien, en 2012, d'évaluer l'action potentielle de la gauche, celle de F. Hollande, qui semble si bien placée pour l'emporter.

La gauche au pouvoir, c'est donc Mitterrand bien plus que L. Jospin, parce que Mitterrand a été « le » président de gauche – et être président, on l'a vu, ce n'est pas du tout jouer le même rôle que celui de Premier ministre, dans la tradition gaullienne de la V^{ème} République.

La grande césure de la biographie politique des retraités, c'est donc 1981. La profondeur historique de leur réflexion politique, c'est à cette période qu'elle remonte, au regard de leur point de vue d'aujourd'hui. D'autant que cette expérience politique historique correspond aussi à une période importante de leur expérience professionnelle : le cœur de leur vie active et l'expérience de la « crise ». Il y a donc là une dimension proprement générationnelle : les quatorze années de mitterrandisme sont au point de rencontre de leur maturation de citoyen et au cœur de leurs évolutions professionnelles passées.

Reprenons.

Maturation de citoyen tout d'abord.

Tout se passe comme si l'élection de 1981 et l'arrivée de la gauche au pouvoir était l'événement majeur qui légitimait leurs identités politiques actuelles. Avant 1981, leurs choix politiques, ceux de leur jeunesse, étaient le fruit de leurs histoires personnelles et familiales. La socialisation familiale tient une place importante dans leurs récits. On est issu d'une famille de gauche ou de droite, on est l'héritier d'une tradition de gauche ou de droite. Dès lors, leurs premiers votes sont l'expression de cette socialisation, comme les premiers usages de l'héritage qu'ils ont reçu. Avec 1981 et les années qui suivent, il se passe quelque chose : un réalignement ou un enracinement. Un moment de confirmation de cette socialisation ou un moment d'inflexion voire de rupture. Mitterrand c'est le moment de vérité, celui où l'on éprouve la validité de ses choix politiques.

Un moment marqué aussi par un jugement dissymétrique entre électeurs de gauche et électeurs de droite.

Dissymétrie qui va nous éclairer avec précision sur le regard qu'ils portent sur la gauche d'aujourd'hui.

Il y a ceux qui étaient de droite avant 1981 et qui le restent après, parce que la présidence Mitterrand a confirmé, voire amplifié leur rejet initial de la gauche. La gauche à leurs yeux, après Mitterrand, c'est la *dépense* – la dépense sociale, l'embauche de fonctionnaires – ainsi que le laxisme d'une immigration non maîtrisée. La gauche fait à leurs yeux corps avec la dérive de la société, elle en est l'accélérateur. Pour ces électeurs-là, des électeurs fidèles à la droite, la période mitterrandienne a confirmé leur ancrage et alimenté leurs arguments pour juger la situation actuelle, la dette en particulier, on y reviendra, et justifier leur choix d'aujourd'hui : le refus du retour de la gauche, malgré F. Hollande qui n'est pas « repoussoir » et en dépit des réserves que leur inspire N. Sarkozy. Autrement dit, le bilan de la gauche au pouvoir est très négatif. Résumons-nous : être de droite, chez nos interlocuteurs, c'est juger que mai 81 est le début d'une dérive : dérive des dépenses publiques et sociales, donc des déficits et de la dette, dérive aussi de l'immigration.

Pour les électeurs de gauche aujourd'hui, 81 et Mitterrand sont aussi un moment clef : le bilan qu'ils font de cette période est positif. Mais pour être précis, il est « globalement positif » si on nous permet de reprendre cette expression... Globalement positif parce qu'il est palpable dans leur propos que tout n'a pas été positif. Palpable aussi que ce bilan est rehaussé rétrospectivement par le bilan négatif de la droite qui lui a succédé et plus encore, par le bilan récent de N. Sarkozy.

Comment caractériser ce bilan globalement positif ? De la façon suivante : au total, même si tout n'a pas été parfait, loin de là, même si tout n'a pas changé comme on l'espérait, le positif l'emporte et ce positif ressort mieux au regard de ce qu'a fait la droite et N. Sarkozy en particulier.

« On a connu les années Mitterrand. Il y a eu des améliorations. Pour les salaires, un peu. Et puis, y avait moins de magouilles qu'aujourd'hui. Quand on fait la balance, il y en a moins avec la gauche. La droite, c'est le monde de l'argent. L'argent, c'est comme le fumier : quand il y en a trop, ça finit par sentir mauvais », dit un électeur de gauche de 77 ans, près de Tours.

« Quand on fait la balance »... Ce bilan globalement positif concerne donc le rapport à l'argent, dans deux champs :

- il y a moins de connivence avec l'argent et moins d'intérêt pour l'argent parmi le personnel politique de gauche, voilà pour le jugement sur les personnes ; « moins » ne veut pas dire qu'il n'y en a pas eu du tout...
- et d'autre part, la gauche au pouvoir fait plus pour le peuple, (pour l'ouvrier, pour les pauvres) et favorise moins la fortune, (ou la richesse, ou la finance) que la droite, voilà pour les politiques publiques.

Tout n'a pas été positif dans l'action de la gauche, même si ces électeurs de gauche ne s'étendent pas là dessus. Mais ce n'est pas telle ou telle mesure, ou tel ou tel comportement, que l'on juge, c'est un mouvement, une inspiration d'ensemble des politiques menées, sur la durée.

La différence entre gauche et droite est ainsi nettement marquée, elle ne souffre pas d'ambiguïté et ce marqueur, c'est le rapport à l'argent et à la répartition de l'argent au sein de la société. La vocation de la gauche, c'est de

répartir différemment l'argent qui se diffuse et se produit naturellement de façon très inégalitaire, telle est la vision des retraités de gauche. Comme une sorte de contre-pouvoir qui vient corriger le mouvement naturel de l'économie. La gauche, c'est donc la justice sociale et fiscale, mais c'est aussi un rapport personnel au pouvoir moins profiteur, moins cupide, sans qu'on se fasse trop d'illusions non plus.... C'est donc une volonté de résistance et de rééquilibrage face à la dérive de l'argent, dérive qui à leurs yeux caractérise le quinquennat sarkozyste. Où l'on voit que la force du présent – le sarkozysme – peut réévaluer le jugement historique et le rendre moins sévère.

Mais si à droite et à gauche, le jugement sur Mitterrand est décisif dans la définition de son identité politique, ces années-là ont été importantes *aussi* dans leurs vies professionnelles. Avec la gauche, tout n'a pas changé. Le monde, la France et la vie n'ont pas changé. Et leurs vies professionnelles ont pu rencontrer des difficultés, particulièrement durant les crises économiques. Ces ruptures biographiques et professionnelles jouent un

rôle très important dans l'éventuelle redéfinition des identités politiques. Elles sont particulièrement flagrantes chez les électeurs tentés par le vote Bayrou. Ces électeurs ne sont pas de toute éternité « centriste ». Comme les autres ils « viennent » d'une tradition de gauche ou de droite. Mais eux ont, à un moment de leur vie, fait évoluer leurs opinions. Et le moment Mitterrand a été une période où ils ont pu reconsidérer leur identité politique. Chez les électeurs Bayrouistes qui viennent de la gauche, il y a eu déception et constat d'un changement limité, ou même d'une absence de changement, qui s'est traduit par un « accident » dans leur vie personnelle ou professionnelle.

Pour ceux qui viennent d'une famille de droite, mai 81 n'a pas été la catastrophe annoncée, même si le bilan est cette fois « globalement négatif ». Les reproches qu'ils font sont centrés sur les dépenses, mais de façon moins véhémente que chez les électeurs de droite fidèles. Il faut dire que chez ces anciens électeurs de droite, le jugement sur la gauche est contrebalancé par une forte déception à

l'égard de la droite, que ce soit celle de J. Chirac ou de N. Sarkozy, qui fait écho là aussi à une évolution professionnelle, en forme de rupture ou d'échec.

Écoutons ce retraité ancien ingénieur qui va voter Bayrou au 1^{er} tour, né dans une famille très à droite, et qui hésite sur son vote de 2^{ème} tour : *« dans ma vie professionnelle, j'ai été confronté aux requins, des financiers en particulier, ceux qui sont prêts à tuer père et mère, et je n'ai pas tenu face à eux. Eh bien en politique je les jauge les requins et je vote toujours pour le moins requin ».*

Autre cas de figure, même s'il est plus rare chez nos interlocuteurs, on va voir pourquoi : les retraités qui ont la tentation du vote Le Pen. Cette tentation est toujours liée à une cohabitation/confrontation avec des jeunes Français d'origine immigrée, chez des retraités modestes dont la pension les oblige à vivre en dehors des centres-villes. Mais cette expérience négative trouve une légitimation dans un jugement rétrospectif sur la gauche, celui d'avoir été trop favorable à l'immigration. Souvent ces électeurs disent avoir pourtant voté Mitterrand. La gauche au pouvoir, du

fait de la situation économique ou de l'immigration croissante, a désorienté ou réorienté des électeurs qui en 1981 avaient pourtant choisi le « changement ».

Nous ne prétendons pas à travers notre échantillon avoir identifié toutes les trajectoires biographiques et politiques possibles, parmi celles qui peuvent conduire des personnes de ces générations à être passées de gauche au centre ou à droite, voire plus rarement à la « tentation Le Pen ». Mais il nous semble, à la lumière de ces entretiens, avoir une confirmation du panorama électoral que nous avons dessiné dans notre enquête sur les milieux populaires, le « descenseur social ». Ce panorama du vote des milieux populaires au cours de la V^{ème} République nous avait permis de mettre en évidence ceci : la rupture entre la gauche et les milieux populaires se matérialise au début des années 90, entre le vote sur Maastricht et les législatives de mars 93. Les milieux populaires votent très majoritairement non à Maastricht, et donc non à un projet porté par Mitterrand, la grande œuvre de son second septennat. Puis les milieux populaires vont voter pour la première fois plus à droite qu'à gauche, lors des législa-

tives 93, provoquant la défaite historique de cette dernière lors de ce scrutin.

Ce rappel sur les milieux populaires, dont sont issus beaucoup de retraités, afin de souligner un point essentiel, trop souvent négligé dans le jugement porté sur la « droitisation » des retraités : pour les retraités d'aujourd'hui qui ont élu Mitterrand en 1981 et en 1988, la rupture ou la critique à l'égard de la gauche n'est pas forcément datée du passage à la retraite ; elle a pu intervenir au cours de la vie active, bien avant d'arriver à l'âge de la retraite.

Si ce passage à la retraite conduit comme nous l'avons montré à une mise à distance critique à l'égard de la société et de ses dérives, si cette mise à distance porte en elle un tropisme de droite, n'oublions pas que ces générations sont aussi celles qui ont vécu la plus longue période de la gauche au pouvoir. Le second septennat de F. Mitterrand fut marqué par une forte rechute économique au début des années 90, coïncidant avec les premières affaires politico financières. Cette période est aussi celle de l'enracinement du FN à un haut niveau

électoral (Le Pen obtient 15 % en 1995), enracinement lié à un rejet de l'immigration et des transformations de la société française que cette immigration a suscitées.

En d'autres termes, si le passage à une autre période de la vie, la retraite, conduit à un regard différent et critique sur la société des actifs, à ce *changement de statut* s'ajoute aussi un *effet de génération* : celui d'avoir connu et parfois éprouvé, au milieu de sa vie active, les splendeurs et misères de la gauche au pouvoir, sous François Mitterrand.

Le 21 avril 2002 : la crainte du Lepénisme (et de l'instabilité)

Le 21 avril 2002 constitue l'événement politique récent le plus important pour les personnes que nous avons interrogées. Il surpasse de très loin l'élection de 1995, qui a laissé si peu de traces qu'elle n'alimente plus les réflexions d'aujourd'hui. Cette date est même plus importante que l'élection de N. Sarkozy en 2007, laquelle appelle en revanche les réflexions.

Quelles que soient les préférences politiques et électorales, le 21 avril 2002 demeure en effet un grand moment de stupeur politique. La présence de J.-M. Le Pen a profondément marqué et inquiété. Si c'est arrivé une fois, c'est donc que cela peut arriver à nouveau – du moins était ce le sentiment très répandu dans les entretiens que nous avons eus, répétons-le, jusqu'à début mars.

Que le 21 avril ait été un moment de surprise et de peur, cela n'a rien de si étonnant. De ce point de vue, les retraités ne se différencient pas du reste de l'électorat. Le débat public n'avait, on s'en souvient trop bien, nullement préparé les électeurs à voir surgir le visage de J.-M. Le Pen, à 20h, ce dimanche soir là à la télévision. Mais dix ans après, la stupeur demeure... Des urnes peut, toujours et encore, surgir l'imprévisible. Comme si cette « société à la dérive » pouvait produire, à chaque échéance, un redoutable tremblement de terre électoral. D'où la peur qui est toujours, elle aussi, présente. Dès lors que J.-M. Le Pen était présent au 2^{ème} tour, cela signifiait qu'il *pouvait* gagner. Dix ans après et malgré le résultat écrasant obtenu par J. Chirac (82 %), la *potentia-*

lité d'une victoire lepéniste n'est pas remise en cause. Il fallait donc, toute affaire cessante, se mobiliser sans hésitation. Et quel que soit le jugement sur l'homme, il fallait aller voter Chirac. Pour conjurer le danger.

Mais quel danger ? Une part importante de retraités que nous avons rencontrés, l'électorat de droite retraité pour être précis, peut partager avec les Le Pen père et fille un certain nombre d'opinions. Sur l'immigration. Sur l'islam. Pour autant il est hors de question, pour eux, de voter Le Pen.

Car les le Pen, père et fille, représentent le grand risque politique. Seule une expérience très négative des jeunes ou de familles issus de l'immigration, on l'a dit, permet à certains retraités d'envisager, éventuellement, un vote Le Pen. Encore cela n'est-il pas vrai pour tous les retraités qui ont cette expérience négative. Il faut qu'elle ait produit une déstabilisation de la personne, violence verbale, agression, pour que le vote Le Pen paraisse envisageable. Mais pour l'essentiel de nos interlocuteurs et redisons-le, y compris chez ceux qui ont des opinions très négatives sur l'immigration, il n'est pas concevable de voter Le Pen

et c'est bien cette menace politique-là qu'il faut à tout prix conjurer.

La nature de la menace Le Pen ? C'est celles de turbulences politiques et civiles. Des troubles et de l'instabilité. Turbulences couplées, avec M. Le Pen, à une autre menace, celle de l'insécurité économique que représenterait, à leurs yeux, la sortie de l'euro. Euro et Europe critiqués dans la totalité de nos entretiens, mais dont il serait si dangereux de sortir. Les Le Pen incarnent le risque des soubresauts ou des tragédies de l'histoire qu'ils ont connues, ou dont le souvenir leur a été transmis.

C'est peu dire que la stabilité politique et économique constitue un enjeu majeur pour les retraités. Non par « conservatisme », mais parce que la société et l'économie elles mêmes étant jugées fortement mouvantes, glissant sur une pente dangereuse, le politique et donc le chef de l'Etat sont là pour ne pas ajouter de la menace aux risques, de l'instabilité à l'instabilité, mais bien au contraire pour contenir cette instabilité, remettre de l'ordre et de la stabilité.

D'une autre façon, moins inquiétante et moins menaçante, au moment où nous avons réalisés les entretiens, c'est à dire avant sa progression sondagière, J.L. Mélenchon incarnait aussi un style politique en profond décalage avec les modes de raisonnement des retraités. Seuls quelques retraités de gauche envisageaient ce vote, mais à deux conditions cumulatives : que F. Hollande ne se montre pas assez ferme dans sa volonté de lutter contre le pouvoir de l'argent ET qu'il n'y ait aucun risque de 21 avril...

On en revient toujours au 21 avril.

De 2007 à 2012, la perte d'autorité de N. Sarkozy

Ce panorama historique nous permet de mieux comprendre les raisons pour lesquelles les retraités ont pu choisir, à 70 %, N. Sarkozy au 2^{ème} tour de 2007 et comment ils ont appréhendé les enjeux très complexes de l'élection de 2012.

En 2007, N. Sarkozy fut bien « le » candidat des retraités. A la lumière de ce que nous appelons leur « distance critique » à l'égard de cette « société à la dérive », on voit comment le discours sarkozyste sur « le travail le mérite et l'effort », sur la dénonciation de l'assistanat a pu les convaincre : pour gagner plus, eh oui, il faut commencer par travailler plus... On voit aussi comment et pourquoi le ministère de l'immigration et de l'identité nationale a pu ne pas les choquer.

Mais à cette forte résonance idéologique s'est ajoutée aussi un jugement personnel sur les candidats de 2007 que nos entretiens ont souvent mentionné, comme une justification a posteriori – parfois comme une excuse. N. Sarkozy a été perçu en 2007, comme correspondant mieux au « cahier des charges » du « bon » chef de l'Etat. Quand S. Royal prônait l'écoute et la négociation avec la société, N. Sarkozy affirmait sa fermeté ; quand S. Royal leur donnait le sentiment de virages ou de « coups », N. Sarkozy paraissait à l'inverse d'un calme réfléchi. La fameuse

« sainte colère » ségoleniste, lors du débat de 2^{ème} tour, souvent rappelée dans nos entretiens, résume cette opposition.

Cette double dimension, dans leur choix très majoritaire de 2007, permet aussi de mieux comprendre la relation qu'ils entretiennent avec N. Sarkozy, mais cette fois en 2012. Ils sont très critiques à son égard (nous sommes en février, répétons-le), c'est l'évidence pour les retraités de gauche. Mais aussi chez les retraités de droite, qui sont critiques à l'égard de son comportement et de son style de présidence, plus qu'à l'égard de sa politique, même si celle-ci, sur un point important, a pu aussi les décevoir ou les désorienter.

Ce capital d'autorité calme et réfléchi, dont doit faire preuve le chef de l'Etat dans la lignée gaullienne, N. Sarkozy l'a dilapidé au cours de son mandat, aux yeux de nos interlocuteurs de droite ou du centre qui l'ont choisi en 2007, au 1^{er} ou au 2^{ème} tour. De l'autorité, il en fit preuve, certes, lors de la réforme des retraites, en ne

cédant pas à la rue. Mais c'est à peu près tout. Quant au calme, quant à une action et un discours réfléchis, les verbatim de nos entretiens sont sévères...

Mais il est un autre point, où le comportement personnel du président sortant et sa politique se rejoignent, et c'est celui du rapport à l'argent. Pour les électeurs de gauche, on l'a dit, ce rapport personnel à l'argent couplé à sa mauvaise répartition dans la société légitime leur vote de gauche. Mais pour les électeurs centristes aussi et même pour nombre d'électeurs de droite. Le rapport ostentatoire à l'argent et à la dépense entre trop en résonance avec leur critique de l'argent et de la dépense facile, avec celle aussi du « tout tout de suite ». La période dite « bling-bling » des débuts du quinquennat a bien laissé des traces dans les mémoires.

A cette perception du comportement présidentiel s'ajoute aussi, chez les retraités de droite, une difficulté à approuver et à justifier une politique qui leur a paru, à eux aussi, un peu trop favorable aux grandes fortunes. Pour ces retraités de droite, la critique de l'argent facile conduit à ne pas approuver les excès et les abus de la fortune. Mais

à l'inverse des retraités de gauche ou centristes, d'autres arguments que nous avons relevés – dépenses publiques et sociales, immigration et insécurité – en font des adversaires résolus de la « gauche de la dépense et du laisser aller », c'est à dire, à leurs yeux, de la gauche tout simplement. Et ces électeurs là vont mobiliser des arguments idéologiques ou se fixer sur d'autres personnalités de la gauche, pour s'opposer à F. Hollande, dont le caractère posé et les critiques de l'argent ne semblaient pas, en février, les choquer...

La crise, la dette, l'Europe

La présidentielle est un choix de personnes, plus exactement d'incarnation de la Nation et de l'autorité de l'État, mais se double d'un choix d'orientation, de valeurs, qui se fonde sur une compréhension, plus ou moins aisée, de la situation du pays. Sur ce qu'on pourrait appeler un diagnostic.

Or 2012 est caractérisée par l'extrême complexité de la situation et par les faibles ressources dont on dispose

pour interpréter « la » ou « les » crises. Comment faire face à la désindustrialisation que chacun constate, dans le cadre d'une mondialisation effrénée ? Et comment « rembourser la dette », ce tonneau des Danaïdes ?

Face à l'immensité de ces problèmes, les retraités, grands consommateurs de médias, ne semblent pas avoir trouvé des clefs d'interprétation très élaborées. Ces clefs supposent de mobiliser des connaissances de nature macro-économiques, qu'ils n'ont pas, pour la plupart. Et puisque la dette est au cœur des discours médiatiques et politiques, cette dette va être réinterprétée à la lumière du jugement critique qu'ils portent sur la société et de leur identité politique, celle-ci devenant une boussole de survie, pour effectuer un choix et plus encore, le justifier. Car il s'agit d'éviter les affres de l'hésitation et plus encore du non-choix, via l'abstention ou le vote blanc, qui serait en contradiction avec la position de parole qu'ils se donnent. Or leur identité politique, structurée par le clivage gauche/droite, va leur permettre d'expliquer les causes internes, françaises, de la dette publique. Mais il n'y a pas

seulement des causes françaises, il y aussi une cause européenne, chacun le voit bien. Les causes françaises divisent et opposent dans leurs diagnostics, retraités de gauche et de droite ; la cause européenne, en revanche, est commune à la totalité des personnes que nous avons rencontrées.

Les causes françaises

A droite, l'explication est simple, s'il y a dette, c'est parce qu'on a beaucoup trop dépensé, en France. Et on a trop dépensé pour trois raisons fondamentales selon ces électeurs :

- Trop de dépenses sociales, c'est à dire, dans leur esprit, non pas trop de dépenses d'assurance-maladie ou de retraites qui sont naturelles, mais trop, bien trop de revenus d'assistance pour les actifs. Il ne leur est pas trop difficile de mettre en rapport ces dépenses sociales-là et leur critique d'une société qui n'a plus le goût de l'effort et du mérite, qui ne sait pas patienter avant de gagner convenablement sa vie, qui ne sait pas faire bon usage de

l'argent.

- L'immigration trop importante. Elle est comprise comme étant une immigration de guichet (« *la France est très généreuse* »). Nos dépenses publiques et sociales trop importantes sont donc aussi expliquées par une immigration elle-même trop importante. Notons que cet argument « économique » contre l'immigration est mobilisé aussi par des personnes qui n'ont pas vécu une « confrontation » avec des jeunes Français issus de l'immigration et ne sont nullement tentés par le vote Le Pen.
- Trop de dépenses publiques, c'est à dire trop de fonctionnaires. Ici c'est le souvenir de la gauche au pouvoir qui fournit l'argument : la gauche a trop embauché de fonctionnaires.

Dans les deux premières explications, les plus récurrentes, la rhétorique des abus et des fraudes est fortement utilisée... On peut bien sûr, nous l'avons fait, leur objecter qu'en matière sociale, pensions de retraites et dépenses d'assurance maladie pèsent très lourd sur le

budget de la nation. Mais cet argument n'est pas recevable à leurs yeux, puisque les pensions de retraites sont dues, après leur longue vie active, et que l'assurance maladie va de soi, puisqu'il est logique qu'avec l'âge, on ait plus de problèmes de santé.

Tenir un discours sur « l'égoïsme » de ces générations nous paraît passer à coté d'un trait essentiel de notre société : le sens que tous, pas seulement les retraités, nous donnons aujourd'hui à la santé et à sa qualité, à l'allongement de la durée de la vie et à la valeur de la vie passée à la retraite, qui en font des valeurs sacrées, ou si l'on préfère, profondément consensuelles. Toute société secrète son sacré social, c'est même à cela que l'on reconnaît une société⁴.

Chez les électeurs de gauche, si la question de la dette est moins prégnante et obsédante, c'est qu'elle est englobée dans une critique d'ensemble de l'argent roi et de la finance qui

4. Sur cette question et sur la valeur de la vie et de la santé dans nos sociétés, voir le récent et bel ouvrage de Régis Debray, *Jeunesse du Sacré*, Paris, Editions Gallimard, janvier 2012.

empêche une bonne affectation des ressources : s'il y a des déficits c'est d'abord parce qu'on ne prend pas l'argent là où il est, par la fiscalité. Et s'il y a trop de dépenses sociales, c'est parce qu'il n'y a pas assez d'emplois et trop de chômage. Ces causes françaises ne suffisent pas cependant à expliquer la gravité de la situation. C'est bien la cause européenne qui permet de boucler la boucle, et cette explication-là est commune à tous.

La cause européenne

L'Europe dysfonctionne, l'euro a été mal conçu. Et à ces maux, une seule explication : un élargissement bien trop précipité, et de l'Europe et de l'euro. La dette française a été aggravée par la crise européenne des dettes : les dettes des autres ont aggravé la notre.

L'euro est victime d'abord de la Grèce, que l'on n'aurait jamais dû faire entrer dans l'euro. Mais la Grèce n'est pas seule responsable : les pays d'Europe de l'est n'ont pas leur place dans notre Europe. Tel est le constat, unanime. Mais constat paradoxal. Car cette critique sans appel conduit à ne surtout pas vouloir sortir de l'euro et de

l'Europe. Alors même que nos interlocuteurs, à l'unisson de l'ensemble de l'électorat, jugent que le passage à l'euro a été l'occasion d'une « arnaque » via l'augmentation des prix, des produits de consommation courante en particulier. Mais sortir de l'euro serait une catastrophe. De quelle nature ? La France seule, avec un franc forcément très dévalué, ne semble pas capable, à leur yeux, de « résister » dans la situation présente, et provoquerait une diminution de leur pouvoir d'achat. En revanche, nos interlocuteurs verraient d'un bon œil la sortie de la Grèce de l'euro et d'autres pays...

Ajoutons ceci : si les retraités, nous l'avons dit, ne sont pas soumis à une menace économique comme les actifs du privé, ils peuvent se sentir exposés à un double risque dans une situation de « crise des dettes souveraines » :

- Premier risque, à court ou moyen terme, notamment chez les retraités « aisés », celui de voir les impôts et les taxes augmenter, sur leur revenu et plus encore, peut être, sur leur épargne, c'est à dire leur capital. Le lien n'est pas difficile à faire avec

l'éventuelle arrivée de la gauche au pouvoir.

- Deuxième risque, moins immédiat, moins probable, mais qu'on ne peut exclure, celui de voir la France dans une situation comparable à celle des pays du sud de l'Europe, où la baisse des pensions de retraite est une réalité ou une possibilité. Dans ce cas de figure, ils seraient bien sûr, avec les fonctionnaires, en première ligne, puisque dépendant de l'Etat quant à leurs revenus : l'Etat est garant de leur sécurité économique.

C'est à cette aune qu'il faut comprendre leur refus de la sortie de l'euro, malgré leur profond scepticisme à l'égard de l'Europe. Refus dont on a dit qu'il alimentait leur rejet de M. Le Pen. Où l'on retrouve cette attente de stabilité politique et économique dans un monde et une société si instable.

Les retraités sont les enfants de la V^{ème} République. Structurés par une certaine idée de l'autorité présidentielle et par la bipolarisation de la vie politique, leur critique sociale de l'argent roi et de l'enfant roi trouve à s'exprimer dans notre système électoral et notre régime politique, tel qu'il est.

Refusant les candidats jugés « extrêmes » presque autant que l'abstention, délaissant un centre dont ils ne voient pas le débouché politique, ils constituent le pôle de stabilité électorale de notre vie politique – quoi qu'on pense de celle-ci. Pôle essentiel qu'on néglige trop souvent, dont le poids est aussi important que celui des milieux populaires et celui des classes moyennes et supérieures. La présidentielle est une élection qui se joue à trois grands groupes sociaux et les retraités donnent de fait un avantage certain aux candidats issus des deux grands partis politiques français, le PS et l'UMP – et parmi ces derniers au candidat de l'UMP. C'est ce qu'ont d'ailleurs montré tant les intentions de vote pré-électorales que les sondages réalisés le jour du vote du 1^{er} tour, le 22 avril dernier.

Notre étude montre aussi que s'il y a donc « tropisme à droite » des retraités, outre qu'il a été renforcé par les déceptions suscitées jadis par la gauche au pouvoir, il n'interdit pas, au moins au 2^{ème} tour, des évolutions notables d'une élection à l'autre. Car à la représentation de la gauche ou de la droite s'ajoute, dans une présidentielle, une obligation d'incarnation de la Nation et de l'Etat⁵ pour les principaux candidats.

C'est pourquoi nous serions surpris que N. Sarkozy obtienne à nouveau, le 6 mai prochain, les résultats exceptionnels qui avaient été les siens, il y a cinq ans.

5. Voir l'article de Laurent Bouvet, « la présidentielle, une élection en 3d » <http://laurentbouvet.wordpress.com/2011/04/11/la-presidentielle-une-election-en-3d/>

LA MINORITÉ SILENCIEUSE

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

© EDITIONS FONDATION JEAN-JAURES
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : IOW
MAI 2012

Philippe Guibert
Alain Mergier

La minorité silencieuse

Etude sur les retraités

Les retraités ne sont pas conservateurs, ils désapprouvent les règles qui régissent à leurs yeux l'évolution de la société des actifs. Mis à l'écart de cette société, ils se reconstruisent dans une distance critique à son égard. Comme une minorité. Leur désapprobation de « l'argent roi » et de « l'enfant roi » est commune à leurs identités politiques pourtant diverses et structurées par le clivage droite/gauche. Cette désapprobation s'exprime fortement dans les urnes, alors que leur parole est peu entendue et surtout de moins en moins attendue dans la société des actifs. Une parole reléguée en quelque sorte. C'est pourquoi nous avons donné le titre de *La minorité silencieuse* à cet essai, clin d'œil à la « majorité silencieuse » tant espérée par N. Sarkozy.

www.jean-jaures.org